ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 janvier 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'octroi d'une prime de reclassement à certains militaires court terme", a donné le 24 janvier 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 januari 1996 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toekenning van een reclasseringspremie aan bepaalde militairen korte termijn", heeft op 24 januari 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est :

> "... par le fait que l'arrêté produit ses effets le 1er octobre 1995, que certains cas se sont déjà présentés et qu'il importe dès lors que les militaires concernés puissent jouir de la prime dans les délais les plus courts".

*

* *

OBJET DU PROJET.

L'arrêté en projet tend à exécuter l'article 26, § 4, 1°, de la loi du 2O mai 1994 portant statut des militaires court terme. Il définit plus particulièrement le montant ainsi que les conditions, les modalités et la procédure d'octroi de la prime de reclassement dont bénéficient les militaires court terme visés aux articles 26, § 1er et 41, § 3, de la loi du 2O mai 1994 précitée.

OBSERVATION GENERALE.

La loi du 21 avril 1994 modifie la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

Aux termes de l'article 2, § 1er, de la loi du 11 juillet 1978, tel que cet article a été remplacé par l'article 3 de la loi du 21 avril 1994 :

> "Les autorités compétentes ne peuvent, sans négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives, établir des avant-projets de loi et projets d'arrêté d'exécution qui règlent, selon le cas, les matières suivantes :
>
> 1° le recrutement, les droits et les obligations des militaires et leur avancement;
>
> 2° les relations avec les organisations syndicales.
>
> Cette négociation a lieu au sein du comité de négociation créé par le Roi".

L'article 4, § 4, de la loi du 11 juillet 1978, tel qu'il a été remplacé par l'article 5 de la loi du 21 avril 1994, confère au Roi le pouvoir de déterminer les modalités relatives à la composition et au fonctionnement du comité de négociation.

En vertu de l'article 19 de la loi modificative du 21 avril 1994 :

> "Chacune des dispositions de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et, au plus tard, le premier jour du vingt-quatrième mois suivant le mois de sa publication au Moniteur belge".

Le Roi a fait usage de ce pouvoir en prenant l'arrêté royal du 2 février 1995 portant fixation de la date à partir de laquelle la Commission de contrôle de la représentativité des organisations syndicales professionnelles des militaires peut commencer ses activités et mettant en vigueur la loi du 21 avril 1994 modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

En mettant ces dispositions en vigueur et, notamment, les articles 3 et 5 de la loi modificative du 21 avril 1994, le Roi n'a pas encore, pour autant, pris les mesures d'exécution que requièrent l'article 2, § 1er, alinéa 2, et l'article 4, § 4, de la loi du 11 juillet 1978, respectivement remplacés par les articles 3 et 5 de la loi du 21 avril 1994.

Compte tenu du fait que le comité de négociation constitue une pièce maîtresse du système de relations collectives du travail dans les forces terrestre, aérienne

et navale et le service médical, l'absence de ces mesures a pour effet d'en empêcher le fonctionnement.

Eu égard aux déclarations faites à la Chambre par le Ministre de la Défense nationale lors de l'élaboration de la loi modificative du 21 avril 1994, à la suite d'un amendement y déposé (1), ainsi qu'au fait que la loi originelle remonte à 1978, il importe que le Gouvernement prenne, dans les délais les plus brefs, les mesures nécessaires en vue de procurer application à l'article 2, § 1er, alinéa 2, et à l'article 4, § 1er, de la loi du 11 juillet 1978 tels qu'ils ont été remplacés, de manière à ce que le système puisse fonctionner correctement et, par suite, à ce que la loi puisse être pleinement respectée.

Quant à la commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, instituée par l'arrêté royal du 20 octobre 1964, sur la base de l'article 68, devenu l'article 167, de la Constitution, elle peut, en l'état, continuer à être consultée, mais cette consultation ne peut nullement être considérée comme tenant lieu de la formalité substantielle que constitue la négociation imposée par la loi du 11 juillet 1978.

---

(1) Amendement n○ 4 de M. De Meulenaere, Doc. parl. Chambre, sess. 1993-1994, n○ 1266/2.

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

Alinéa 1er.

L’article 26, § 4, 1°, de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme constitue un fondement légal suffisant à l’arrêté en projet.

L’alinéa est, par conséquent, superflu et doit être omis.

Alinéa 2 (devenant l’alinéa 1er).

Le pouvoir du Roi d’adopter l’arrêté en projet repose sur le seul article 26, § 4, 1°, de la loi du 20 mai 1994 précitée.

L’alinéa doit en conséquence être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme, notamment l’article 26, § 4, 1°;".

Alinéa 3.

Il est fait référence à l’observation générale.

Alinéas 5 et 6 du projet.

L'ordre de présentation des deux alinéas doit être interverti.

Dispositif.

Article 1er.

Cette disposition n'a pas d'autre objet que de reproduire pour partie l'article 26, §§ 1er et 3, de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme. Elle doit, en conséquence, être omise.

Article 2 (devenant l'article 1er).

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 1er. Le montant de la prime de reclassement octroyée au militaire court terme visé à l'article 26, § 1er, de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme est déterminé comme suit :

... (la suite comme au projet)".

Article 3 (devenant l'article 2).

Cet article doit être rédigé de la manière suivante :

"Art. 2. Le militaire court terme qui, en application de l'article 41, § 3, de la loi du 20 mai 1994 précitée, a été transféré, à l'issue d'une prestation volontaire d'encadrement, dans le cadre court terme bénéficie ... (la suite comme au projet)".

Article 4 (devenant l'article 3).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Le militaire court terme visé aux articles 1er et 2 doit introduire sa demande d'obtention de la prime de reclassement auprès du chef de l'Etat-major général au moyen du formulaire prévu par celui-ci, au cours du trimestre qui précède la fin de la période de rengagement ouvrant le droit à la prime".

Article 5 (devenant l'article 4).

Cet article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 4. La prime de reclassement est payée au plus tard à la fin du mois qui suit la fin de la période de rengagement ouvrant le droit à la prime".

Article 6.

1. Il n'appartient pas au Roi de qualifier la prime de reclassement d'indemnité de dédit pour l'application du Code des impôts sur les revenus, ceci eu égard aux articles 170 et suivants de la Constitution, et pas davantage de fixer le régime fiscal s'y rapportant. L'officier délégué en a convenu.

2. Le même article assimile la prime de reclassement à une indemnité au sens de l'article 19, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'article 14, § 2, de la loi du 27 juin 1969 habilite le Roi à élargir ou restreindre la notion de rémunération, telle qu'elle est déterminée par l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, mais cette habilitation est subordonnée à la condition que l'arrêté royal soit délibéré en Conseil des ministres. En l'espèce, cette formalité n'a pas été accomplie.

Par ailleurs, l’arrêté examiné n’est proposé que par le seul ministre qui a la Défense nationale dans ses attributions, alors que, dans ce cas, il devrait l’être également par le ministre ayant les Affaires sociales dans ses attributions.

Enfin, la modification envisagée trouverait mieux sa place dans l’arrêté royal du 28 novembre 1969 précité.

En conclusion, la première partie de l’article 6 du projet doit être omise et la seconde, soit être omise pour être insérée dans l’arrêté royal du 28 novembre 1969 précité, soit être maintenue dans l’article examiné, mais moyennant l’accomplissement des formalités rappelées ci-dessus, lesquelles devraient également, en ce cas, être mentionnées au préambule.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

> "... l'arrêté produit ses effet le 1er octobre 1995, ... certains cas se sont déjà présentés et ... il importe dès lors que les militaires concernés puissent jouir de la prime dans les délais les plus courts".

*

* *

ONDERWERP VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 26, § 4, 1°, van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn. Het stelt meer bepaald het bedrag vast van en de voorwaarden waaronder, de wijze waarop en de procedure volgens welke de reclasseringspremie wordt toegekend waarop de in de artikelen 26, § 1 en 41, § 3, van de voormelde wet van 20 mei 1994 genoemde militairen korte termijn aanspraak kunnen maken.

ALGEMENE OPMERKING.

De wet van 21 april 1994 wijzigt de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht en de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Artikel 2, § 1, van de wet van 11 juli 1978, zoals dit artikel is vervangen bij artikel 3 van de wet van 21 april 1994 luidt als volgt :

> "De bevoegde overheden mogen zonder voorafgaande onderhandeling met de representatieve syndicale organisaties geen voorontwerpen van wet en ontwerpen van uitvoeringsbesluit vaststellen die naar gelang van het geval de volgende aangelegenheden regelen :
>
> 1° de werving, de rechten en de plichten van de militairen en hun bevordering;
>
> 2° de betrekkingen met de syndicale organisaties.
>
> Deze onderhandeling heeft plaats binnen het onderhandelingscomité ingesteld door de Koning".

Artikel 4, § 4, van de wet van 11 juli 1978, zoals het vervangen is bij artikel 5 van de wet van 21 april 1994, draagt de Koning de bevoegdheid op om de nadere regels te bepalen met betrekking tot de samenstelling en de werking van het onderhandelingscomité.

Artikel 19 van de wijzigingswet van 21 april 1994 bepaalt het volgende :

> "Iedere bepaling van deze wet treedt in werking op de datum bepaald door de Koning en uiterlijk op de eerste dag van de vierentwintigste maand volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

De Koning heeft van die bevoegdheid gebruik gemaakt toen hij het koninklijk besluit van 2 februari 1995 nam tot vaststelling van de datum vanaf wanneer de controlecommissie inzake de representativiteit van de professionele syndicale organisaties van de militairen haar werkzaamheden kan beginnen en tot inwerkingstelling van de wet van 21 april 1994 tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht en van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Ofschoon de Koning die bepalingen in werking heeft doen treden en inzonderheid de artikelen 3 en 5 van de wijzigingswet van 21 april 1994, heeft Hij daarmee niet de uitvoeringsmaatregelen genomen die vereist worden in artikel 2, § 1, tweede lid, en in artikel 4, § 4, van de wet van 11 juli 1978, respectievelijk vervangen bij de artikelen 3 en 5 van de wet van 21 april 1994.

Aangezien het onderhandelingscomité een hoofdbestanddeel vormt van de regeling inzake collectieve arbeidsverhoudingen bij de land-, de lucht- en de zeemacht

en bij de medische dienst, heeft het ontbreken van die maatregelen tot gevolg dat deze regeling niet kan werken.

Gelet op de verklaringen die de Minister van Landsverdediging bij de voorbereiding van de wijzigingswet van 21 april 1994 in de Kamer heeft afgelegd als gevolg van een amendement dat aldaar is ingediend (1), alsmede op het feit dat de oorspronkelijke wet dagtekent van 1978, behoort de Regering binnen de kortst mogelijke termijn de noodzakelijke maatregelen te treffen om uitvoering te geven aan artikel 2, § 1, tweede lid, en aan artikel 4, § 1, van de wet van 11 juli 1978 zoals zij zijn vervangen, zodat de regeling behoorlijk kan werken en de wet bijgevolg ten volle in acht kan worden genomen.

De commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst van haar kant, opgericht bij het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 op grond van artikel 68 van de Grondwet, dat artikel 167 is geworden, kan bij de huidige stand van de zaak verder geraadpleegd worden, doch die raadpleging kan geenszins geacht worden het substantiële vormvereiste te vervangen dat gevormd wordt door de bij de wet van 11 juli 1978 opgelegde onderhandeling.

---

(1) Amendement nr. 4 van de heer De Meulenaere, gedr. st., Kamer, zitting 1993-1994, nr. 1266/2.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

Eerste lid.

Artikel 26, § 4, 1°, van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn vormt een voldoende rechtsgrond voor het ontworpen besluit.

Het eerste lid dient bijgevolg als overbodig te vervallen.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt).

De bevoegdheid van de Koning om het ontworpen besluit uit te vaardigen, steunt uitsluitend op artikel 26, § 4, 1°, van de wet van 20 mei 1994.

Het lid behoort bijgevolg als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn, inzonderheid op artikel 26, § 4, 1°;".

Derde lid.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Vijfde en zesde lid van het ontwerp.

De twee leden moeten van plaats worden verwisseld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Deze bepaling doet niets anders dan artikel 26, §§ 1 en 3, van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn gedeeltelijk weer te geven. Zij behoort bijgevolg te worden weggelaten.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 1. Het bedrag van de reclasseringspremie, die wordt toegekend aan de militair korte termijn genoemd in artikel 26, § 1, van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn, wordt vastgesteld als volgt :

... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. De militair korte termijn die, met toepassing van artikel 41, § 3, van de voormelde wet van 20 mei 1994, na afloop van een vrijwillige prestatie met het oog op de kaderbehoeften is overgeplaatst naar het kader korte termijn, geniet een reclasseringspremie waarvan het bedrag gelijk is aan respectievelijk drie, vijf of zes maal de laatst ontvangen maandwedde, als hij, naar gelang van het geval, drie, vier of vijf jaar dienst gedaan heeft als militair ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. De militair korte termijn genoemd in de artikelen 1 en 2 moet zijn aanvraag om de reclasseringspremie te verkrijgen indienen bij de chef van de generale staf door middel van het formulier waarin deze voorziet, in de loop van het trimester dat voorafgaat aan het einde van de wederdienstnemingsperiode die het recht op de premie creëert".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 4. De reclasseringspremie wordt betaald uiterlijk aan het einde van de maand die volgt op het einde van de wederdienstnemingsperiode die het recht op de premie creëert".

Artikel 6.

1. Gelet op de artikelen 170 en volgende van de Grondwet, staat het niet aan de Koning om de reclasseringspremie aan te merken als opzeggingsvergoeding voor de toepassing van het Wetboek op de inkomstenbelastingen en evenmin om het desbetreffende belastingstelsel vast te stellen. De gemachtigde officier is het daarmee eens.

2. Hetzelfde artikel stelt de reclasseringspremie gelijk met een vergoeding in de zin van artikel 19, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Artikel 14, § 2, van de wet van 27 juni 1969 machtigt de Koning om het begrip loon te verruimen of te beperken zoals het is bepaald in artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, doch die machtiging wordt afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat over het koninklijk besluit in de ministerraad overleg is gepleegd. In het onderhavige geval is die formaliteit niet vervuld.

Het onderzochte besluit wordt bovendien alleen voorgedragen door de minister bevoegd voor Landsverdediging, terwijl het in dit geval tevens voorgedragen zou moeten worden door de minister bevoegd voor Sociale Zaken.

De voorgenomen wijziging ten slotte, zou beter in het voormelde koninklijk besluit van 28 november 1969 komen te staan.

De slotsom is dat het eerste gedeelte van artikel 6 van het ontwerp moet vervallen en dat het tweede, ofwel dient te vervallen om te worden ingevoegd in het voormelde koninklijk besluit van 28 november 1969, ofwel dient te worden gehandhaafd in het onderzochte artikel, maar dan mits de bovenvermelde formaliteiten worden vervuld die, in dat geval, eveneens in de aanhef moeten worden vermeld.

La chambre était composée de :

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit :

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.